



U.C.S.A.\_cgt

## Préambule au CCE du 15 janvier 2016 **Chaîne info: pour un vrai projet d'entreprise**

La CGT n'a jamais caché son intérêt pour un élargissement du bouquet public et pour un approfondissement de l'offre d'information. L'idée d'un partenariat avec les autres entités du service public n'est pas incohérente, elle pourrait d'ailleurs s'élargir, au-delà de Radio France, France 24 et l'INA, à la Chaîne parlementaire, Arte ou TV5.

Premier écueil. Les élus du CCE attendaient un véritable projet d'entreprise associant l'ensemble des rédactions de FTV, qu'elles soient nationales, régionales ou ultra marines. Force est de constater que ce n'est pas le cas. Les régions et les outre-mers ne sont pas comprises dans ce projet, sauf comme source d'approvisionnement en rushes, comme une sorte de banque d'images. C'est évidemment insuffisant, en dépit du rôle que les rédactions de Vaise (ex-France 3 Sat) et Malakoff auront à jouer. La CGT demande une révision de fond du projet sur cet aspect crucial. En effet, nous sommes convaincus que la force de FTV dépend en grande partie de la puissance de son réseau, malheureusement absente du projet.

Le financement, le nerf de la guerre, fait gravement défaut. L'insuffisance de budget saute aux yeux, au regard des moyens de la concurrence. 18 M€ en année pleine et 167 postes pour le projet FTV contre 55 M€ et 215 personnes à BFM TV, 40 M€ et 200 salariés à i Télé, 40 M€ et 100 salariés, (250 en 2009) à LCI, qui devrait renforcer

ses effectifs à l'occasion de son passage en clair... Et nous venons d'apprendre que les députés Verts avaient obtenu par un mini puputsch hier soir à l'Assemblée Nationale, dans une méconnaissance accablante de la réalité de l'entreprise, la suppression de la publicité sur les programmes enfance de la seule FTV. Cette mesure démago-bobo, totalement coupée de l'intérêt des enfants puisqu'elle épargne les chaînes privées qui déversent massivement leur pub sur les jeunes publics, aura pour unique effet de priver FTV de 20 M€ de ressources annuelles, soit plus que le budget de la chaîne info...

Comment dans ces conditions imaginer lancer un projet d'envergure sans procéder à un énième plan d'économies drastiques pour tenter d'en dégager les moyens ? Qu'en sera-t-il de ces postes "créés en priorité par redéploiement"? Les postes redéployés seront-ils supprimés? Quelles entités et quelles activités en feront les frais? Quant à la construction de ce projet dans le cadre d'Info 2015, elle contredit la posture de dialogue affichée à ce sujet par le nouveau directeur de l'information.

Autre source d'économies clairement annoncée: la polyvalences de journalistes transformés en hommes et femmes orchestres, sur lesquels s'empileront une dizaine de tâches, listées en pages 35 et 36 du projet, et qui, cerise sur le gâteau, devront mettre en œuvre "de nouvelles formes et formats de narration"... Là encore, au-delà des fantasmes des

Docteurs Folamour du comité de pilotage, s'il s'agit d'un projet d'entreprise, il sera difficile de contourner la négociation collective pour décider de ce qui est possible, conformément au droit du travail, dans le respect des pratiques professionnelles, la déontologie et les droits moraux. Et la CGT entend bien associer l'ensemble des catégories de personnels à cet objectif commun.

Le projet pose un certain nombre de questions sur ses finalités mêmes. Le besoin de retrouver des publics (jeunes) qui désertent les RDV classiques de l'info et l'écran de télévision est vital pour FTV. Mais pourquoi dans ce cas orienter le projet prioritairement vers une offre de chaîne info en linéaire? On note une inflexion assez nette entre le projet initialement annoncé, de plate forme totalement numérique et pour le coup très innovant (mobile first), et celui qui nous est présenté aujourd'hui. On espère que cette réorientation n'est pas liée

au calendrier politique du futur candidat président. Mesure-t-on pleinement les risques d'embouteillage entre les offres existantes et à venir, BFM, I Télé, LCI, France 24, LCP? La CGT souligne d'ailleurs qu'en l'absence de canal TNT disponible en clair, elle est opposée à l'idée d'attribuer le canal de France 4 à la chaîne Info, c'est-à-dire à supprimer de fait la chaîne enfance du bouquet public.

Le projet de la direction se veut un contremodèle de l'offre des BFM TV et autres chaînes d'info en continu low cost. Dont acte. Reste à s'en donner les moyens. On ne peut raisonnablement construire un projet de qualité en utilisant les recettes du low cost. FTV doit résolument s'inscrire dans le décryptage, l'explication, les nouvelles écritures... Le projet doit associer l'ensemble des entités, des personnels et de leurs savoir faire. Ce sera une des conditions de sa réussite.

Paris, le 15 janvier 2016